DOC 53 **2596/001**

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

8 janvier 2013

PROPOSITION

visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner s'il y a eu fraude et mauvaise gestion dans le cadre du déménagement des services centraux de la police fédérale vers la Cité administrative de l'État

(déposée par
M. Koenraad Degroote et conosrts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

8 januari 2013

VOORSTEL

tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar fraude en slecht beheer bij de verhuizing van de centrale diensten van de federale politie naar het Rijksadministratief Centrum

(ingediend door
de heer Koenraad Degroote c.s.)

N-VA	:	*Nieuw-Vlaamse Alliantie*
PS	:	*Parti Socialiste*
MR	:	*Mouvement Réformateur*
CD&V	:	*Christen-Democratisch en Vlaams*
sp.a	:	*socialistische partij anders*
Ecolo-Groen	:	*Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen*
Open Vld	:	*Open Vlaamse liberalen en democraten*
VB	:	*Vlaams Belang*
cdH	:	*centre démocrate Humaniste*
FDF	:	*Fédéralistes Démocrates Francophones*
LDD	:	*Lijst Dedecker*
MLD	:	*Mouvement pour la Liberté et la Démocratie*

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 53 0000/000:	*Document parlementaire de la 53e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif*
QRVA:	*Questions et Réponses écrites*
CRIV:	*Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)*
CRABV:	*Compte Rendu Analytique (couverture bleue)*
CRIV:	*Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)*
PLEN:	*Séance plénière*
COM:	*Réunion de commission*
MOT:	*Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)*

Afkortingen bij de nummering van de publicaties:

DOC 53 0000/000:	*Parlementair document van de 53e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer*
QRVA:	*Schriftelijke Vragen en Antwoorden*
CRIV:	*Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)*
CRABV:	*Beknopt Verslag (blauwe kaft)*
CRIV:	*Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)*
PLEN:	*Plenum*
COM:	*Commissievergadering*
MOT:	*Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)*

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
e-mail : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

DÉVELOPPEMENTS

Nous estimons que le Parlement doit enquêter pour déterminer s'il y a eu fraude lors du coûteux déménagement des services centraux de la police fédérale vers la Cité administrative de l'État (CAE), au pied de l'ancienne Tour des Finances de Bruxelles. Il existe, selon nous, trop d'éléments indiquant que, lors du déménagement de la police vers la CAE, il y a eu de graves irrégularités, pour ne pas examiner cette affaire de manière plus approfondie. L'on peut à tout le moins se demander si cette opération s'est déroulée dans le respect des principes de bonne administration.

Depuis la réforme des polices, les locaux de la police fédérale étaient répartis sur plusieurs sites. En 2008, une enquête interne a été lancée auprès de la police fédérale en vue d'améliorer la gestion des services, de relocaliser ceux-ci et de regrouper les loyers. L'Inspection des Finances s'est toutefois interrogée quant à la hauteur des frais de déménagement que l'opération allait entraîner.

Le 17 décembre 2009, le gouvernement Leterme a néanmoins officiellement chargé la Régie des bâtiments de rechercher un nouveau siège central pour la police fédérale. Bien que le marché public n'ait été officiellement lancé pour toutes les entreprises intéressées qu'en avril 2010, les premiers contacts avec les propriétaires privés de la CAE seraient antérieurs de plusieurs mois.

Le 15 décembre 2010, le Conseil d'État a opté pour la centralisation des services au sein de la CAE. Il faut souligner que cette décision lourde de conséquences (sur le plan budgétaire) a été prise en période d'affaires courantes. L'ancien premier ministre, Yves Leterme, songeait probablement à d'autres dossiers lorsqu'il a affirmé que "le gouvernement prenait, en cette période d'affaires courantes, des décisions qui dépassaient de loin notre responsabilité" (traduction - *Het Nieuwsblad*, 08-12-2012).

La CAE devrait être opérationnelle dans le courant de l'année 2013. Les travaux sont en cours, mais force est de constater que ce déménagement suscite de plus en plus d'interrogations, tant en termes de coût et que de fonctionnalité. Il semblerait que c'est pour ces motifs que la police locale de Bruxelles, au départ intéressée, a ensuite renoncé à participer au projet.

Le flou le plus total règne en effet quant à l'espace disponible (pour les bureaux, les emplacements de parking, les stands de tir, *etc*), et il est permis de se demander si cet espace sera suffisant pour accueillir l'ensemble des fonctions et des services. Les diverses

TOELICHTING

De indieners stellen dat het Parlement moet nagaan of er is gefraudeerd bij de dure verhuizing van de centrale diensten van de federale politie naar het Rijksadministratief Centrum (RAC), vlak naast de vroegere Financietoren in Brussel. Er zijn volgens de indieners te veel aanwijzingen dat bij de verhuizing van de politie naar het RAC iets grondig fout is gelopen om dit niet nader te onderzoeken. Op zijn minst kan men de vraag stellen of deze operatie is verlopen volgens de principes van goed beheer.

Sedert de politiehervorming was de federale politie gehuisvest op diverse plaatsen. In 2008 werd een intern onderzoek opgestart bij de federale politie om de diensten beter te beheren, te herlokaliseren en de huurprijzen te hergroeperen. De Inspectie Financiën stelde zich echter vragen over de hoge verhuiskosten die dit met zich mee zou brengen.

Op 17 december 2009 gaf de regering Leterme toch formeel de opdracht aan de Regie der Gebouwen om een nieuwe hoofdzetel te zoeken voor de federale politie. Niettemin de overheidsopdracht voor alle geïnteresseerde bedrijven pas officieel werd gelanceerd in april 2010, zouden de eerste gesprekken met de privéeigenaars van het RAC van maanden eerder dateren.

Op 15 december 2010 besliste de ministerraad te kiezen voor de centralisering van de diensten in het RAC. Merk op dat deze (budgettair) ingrijpende beslissing werd genomen in een periode van lopende zaken. Voormalig eerste minister Yves Leterme had waarschijnlijk andere dossiers in gedachten wanneer hij beweerde dat de regering "in die periode van lopende zaken beslissingen nam die onze verantwoordelijkheid ver overstegen" (*Het Nieuwsblad*, 08-12-2012).

In de loop van 2013 zou het RAC in gebruik worden genomen. De werken zijn nu aan de gang, maar er rijzen steeds meer vragen over die verhuizing zowel op het gebied van het kostenplaatje als wat betreft de functionaliteit. Naar verluidt heeft de lokale politie van Brussel, die aanvankelijk interesse had in het project, om die redenen afgehaakt.

Er is namelijk grote onduidelijkheid over de beschikbare ruimte (voor kantoren, parkeerplaatsen, schietstanden, enz.) en de vraag rijst of deze ruimte voldoende zal zijn om alle functies en diensten te huisvesten. Verscheidene behoefteramingen vertonen aanzienlijke

estimations des besoins réalisées présentent des différences considérables et utilisent chaque fois d'autres normes. De plus, l'affectation future de la capacité des bâtiments actuels de la police n'est pas claire. Ainsi, les conventions de bail relatives aux Jardins de la Couronne prévoient une durée de 18 ans et stipulent qu'une résiliation n'est possible qu'à partir de la fin du contrat (2023). Ne court-on pas le risque de devoir payer des indemnités élevées en cas de résiliation anticipée? Ou bien souhaite-t-on payer pour plusieurs bâtiments qui ne sont pas utilisés de manière optimale?

M. Gert Cockx, président national du syndicat de la police SNPS, déclare à ce propos: "Je n'ai encore entendu aucun argument rationnel de la part des chefs de police compétents pour justifier ce déménagement. La liste des inconvénients est longue: coûts énormes pour la construction des stands de tirs et des locaux d'audition, nombre de places de stationnement insuffisant, le fait que différents services resteront de toute façon dans les casernes à Etterbeek, parking inapproprié pour accueillir tous nos véhicules, *etc*. Il serait également préférable de ne pas emmener les autopompes et les chevaux au centre de Bruxelles, sans parler des embouteillages qui y règnent..." (*De Tijd*, 20-10-2012). (traduction)

Le 4 juillet de cette année, la ministre de l'Intérieur, Mme Joëlle Milquet, s'est demandé au parlement "si la localisation centrale du bâtiment de la Cité administrative de l'État justifie le coût de cette opération". Mme Catherine De Bolle, la nouvelle commissaire générale de la police fédérale, est du même avis et admet qu'il s'agit d'un projet coûteux. Elles se défendent cependant toutes deux en indiquant qu'il s'agit d'une décision de leurs prédécesseurs.

La Régie des bâtiments ne semble pas davantage totalement convaincue par le projet si nous devons nous baser sur sa contribution à l'investissement, soit 57,02 % pour la Régie et 42,98 % pour la police fédérale. Cette clé de répartition est pour le moins étrange, dès lors que la part prise en charge par la Régie est d'ordinaire beaucoup plus élevée.

Sur la base des réponses de la ministre de l'Intérieur à plusieurs questions parlementaires, nous nous efforçons d'établir une comparaison avec un déménagement précédent auquel la police fédérale a été associée.

a) Frais de déménagement

En 2005, il a été décidé de déménager environ 650 agents vers le nouveau "Complexe Couronne" à Ixelles (l'ancien hôpital militaire). Le coût de ce déménagement s'est élevé à 210 000 euros. Les frais de déménagement prévus pour le déménagement vers le nouveau bâtiment de la police fédérale à Haren s'élèvent à 1 500 000 euros.

verschillen en hanteren telkens andere normen. Bovendien is het onduidelijk wat er zal gebeuren met de capaciteit van de huidige politiegebouwen. Zo bepalen de huurcontracten die zijn aangegaan met betrekking tot de Kroontuinen dat de duurtijd 18 jaar bedraagt en opzeg enkel mogelijk is vanaf het einde van het contract (2023). Loopt men niet het risico grote schadevergoedingen te moeten betalen bij voortijdige opzeg? Of wil men voor meerdere gebouwen betalen die niet optimaal worden gebruikt?

Dhr. Gert Cockx, nationaal voorzitter van de politievakbond NSPV zegt hierover: "Ik heb nog geen enkel rationeel argument gehoord van de bevoegde politiechefs om deze verhuizing te verantwoorden. De lijst met nadelen is lang. Enorme kosten om schietstanden en verhoorlokalen te bouwen, onvoldoende parkeerplaatsen, verschillende diensten die sowieso achterblijven in de huidige kazernes in Etterbeek, de parking die niet geschikt is voor al onze wagens, enz. Ook de sproeiwagens en de paarden kan je beter niet naar hartje Brussel meetronen. Om nog te zwijgen van de files in het centrum van Brussel" (*De Tijd*, 20-10-2012).

Op 4 juli van dit jaar vroeg de minister van Binnenlandse Zaken, mevr. Joëlle Milquet, in het parlement zich af "of de centrale ligging van het RAC-gebouw de kostprijs van de operatie verantwoordt". Mevr. Catherine De Bolle, de nieuwe commissaris-generaal van de federale politie, zit op dezelfde lijn en geeft toe dat het een duur project is. Beiden verdedigen zich echter door te stellen dat het gaat om een beslissing van hun voorgangers.

Ook de Regie der Gebouwen lijkt niet helemaal overtuigd van het project als we moeten verdergaan op zijn investeringsbijdrage: 57,02 % voor de Regie, tegen 42,98 % voor de federale politie. Deze verdeelsleutel is op zijn minst eigenaardig, omdat de Regie der Gebouwen gewoonlijk een veel groter aandeel voor zijn rekening neemt.

Op basis van antwoorden van de minister van Binnenlandse Zaken op parlementaire vragen proberen we een vergelijking te maken met een eerdere verhuis waarbij de federale politie betrokken was.

a. Verhuiskosten

In 2005 werd beslist ongeveer 650 agenten te verhuizen naar het nieuwe "Krooncomplex" in Elsene (het vroegere militair hospitaal). Bij deze verhuis bedroegen de verhuiskosten 210 000 euro. De huidige verhuiskos-

nagement actuels sont estimés à 1,2 million d'euros. La justification de cette grande différence de coûts entre ces deux opérations n'apparaît pas d'emblée.

b) Frais d'installation

Lors du déménagement vers le complexe Couronne, ces frais se sont élevés à 2,3 millions d'euros. Ils sont aujourd'hui estimés à 35 millions d'euros, soit 15 fois plus pour un bâtiment qui n'est que 2,3 fois plus grand (66 000 m² contre 29 000 m²).

c) Loyer annuel

La même comparaison peut s'appliquer au loyer. Le loyer annuel du complexe Couronne est de 3,230 millions d'euros. Le loyer annuel pour la CAE est de 13,2 millions d'euros, ce qui est un montant particulièrement élevé selon des experts.

Du côté des services de police, on s'étonne de cette façon de procéder. Ils ressentaient, selon leurs propres dires, une énorme pression pour poursuivre quand même cette opération malgré les points d'interrogation en termes d'espace nécessaire, de places de parking, de coûts, *etc*.

M. Gert Cockx du syndicat policier SNPC déclare à ce propos: "Cette décision nous est imposée. Elle n'a pas été mûrement réfléchie et il n'y a pas eu de concertation. On ne peut assurément pas parler de transparence" (*De Tijd*, 20-10-2012). (traduction)

Qui plus est, les rumeurs d'irrégularités ont été encore amplifiées par les communiqués concernant M. Glenn Audenaert, le directeur, suspendu, de la police judiciaire fédérale de Bruxelles, ainsi que d'autres intéressés potentiels.

Le Parlement constitue l'organe par excellence pour faire la lumière sur cette affaire. Dès lors que le gouvernement et la police fédérale sont concernés et que le dossier a pris une dimension judiciaire, il revient au Parlement d'examiner ce dossier.

ten worden geraamd op 1,2 miljoen euro. Wat het grote verschil iin verhuiskosten tussen deze twee operaties moet verantwoorden is niet meteen duidelijk.

b. Installatiekosten

Bij de verhuis naar het Krooncomplex bedroegen deze kosten 2,3 miljoen euro. Thans worden deze kosten nu geraamd op 35 miljoen euro. Dit betekent 15 maal meer kosten voor een gebouw dat maar 2,3 maal groter is (66 000 m² versus 29 000 m²).

c. Jaarlijkse huurprijs

Eenzelfde vergelijking kan worden gemaakt over de huurprijs. Het Krooncomplex heeft een jaarlijkse huurprijs van 3,230 miljoen euro. Voor het RAC bedraagt de jaarlijkse huurprijs 13,2 miljoen euro. Volgens experts is dat bijzonder duur.

Bij de politiediensten verwondert men zich over deze gang van zaken. Men voelde, naar eigen zeggen, een enorme druk om toch met deze operatie verder te gaan ondanks de vraagtekens op gebied van de nodige ruimte, parkeerplaatsen, kosten, enz.

Dhr. Gert Cockx van politievakbond NSPV zegt hierover: "Deze beslissing is ons opgedrongen, er is niet lang over nagedacht, er was geen overleg en het is zeker niet transparant gebeurd"(*De Tijd*, 20-10-2012).

De geruchten over onregelmatigheden worden bovendien extra gevoed door de berichten omtrent dhr. Glenn Audenaert, de geschorste gerechtelijke directeur van de Brusselse federale politie, en mogelijk andere betrokkenen.

Het parlement is bij uitstek het orgaan om in deze kwestie enige klaarheid te scheppen. Gezien de regering en de federale politie betrokken partij zijn en het dossier een gerechtelijke dimensie gekregen heeft, is het de taak van het parlement om dit dossier te onderzoeken.

Koenraad DEGROOTE (N-VA)
Siegfried BRACKE (N-VA)
Ben WEYTS (N-VA)

PROPOSITION

Article 1er

Il est institué une commission d'enquête parlementaire chargée de se pencher sur les circonstances ayant conduit à choisir la Cité administrative de l'État comme nouveau siège principal de la police fédérale:

Des pratiques frauduleuses et illicites lors de la préparation, de l'élaboration et de la mise en œuvre de l'opération de déménagement ont-elles été à l'origine de cette décision?

Peut-on, dans ce dossier, parler d'une utilisation correcte des deniers publics, compte tenu du coût (installation, déménagement, location, *etc*.) et de la fonctionnalité du bâtiment? Les principes de bonne gouvernance ont-ils été respectés?

Art. 2

La commission est investie de tous les pouvoirs prévus par la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires.

Art. 3

La commission se compose de 11 membres que la Chambre des représentants désigne, en son sein, conformément à la règle de la représentation proportionnelle des groupes politiques.

Art. 4

Dans les limites du budget que le Bureau de la Chambre des représentants met à sa disposition, la commission peut prendre toutes les mesures utiles pour mener l'enquête avec l'expertise voulue. La commission peut également se faire assister par la Cour des comptes pour accomplir toutes ses missions.

Art. 5

Les réunions de la commission sont publiques. Toutefois, celle-ci peut décider à tout moment de se réunir à huis clos. Il est interdit aux membres de la commission, ainsi qu'aux personnes qui, à quelque titre que ce soit, l'assistent ou participent à ses travaux, de divulguer

VOORSTEL

Artikel 1

Er wordt een parlementaire onderzoekscommissie opgericht die ermee belast wordt zich te buigen over de omstandigheden die hebben geleid tot de keuze van het Rijksadministratief Centrum als nieuwe hoofdzetel voor de federale politie:

Lagen ongeoorloofde en frauduleuze praktijken bij de voorbereiding, totstandkoming en uitvoering van de verhuisoperatie aan de basis van deze beslissing?

Kan men in dit dossier spreken van een correcte aanwending van de overheidsmiddelen gelet op de kostprijs (installatie, verhuis, huur, enz.) en functionaliteit van het gebouw? Werden de principes van goed beheer gerespecteerd?

Art. 2

De parlementaire onderzoekscommissie krijgt alle bevoegdheden waarin de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek voorziet.

Art. 3

De commissie bestaat uit elf leden die de Kamer van volksvertegenwoordigers aanwijst onder haar leden volgens de regel van de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties.

Art. 4

De commissie kan, binnen de perken van het budget dat het bureau van de Kamer haar toewijst, alle maatregelen nemen die zij nodig acht om haar onderzoek te verrichten met de vereiste deskundigheid. De commissie kan zich eveneens voor alle opdrachten laten bijstaan door het Rekenhof.

Art. 5

De commissievergaderingen zijn openbaar. De commissie kan echter op elk ogenblik beslissen met gesloten deuren te vergaderen. Het is de leden van de commissie alsmede de personen die haar, in welke hoedanigheid ook, bijstaan of aan haar werkzaamheden

des informations communiquées lors des réunions à huis clos de la commission.

Art. 6

La commission fera rapport sur ses travaux à la Chambre des représentants dans les trois mois de son installation, sauf prolongation accordée par la Chambre.

Art. 7

La Commission fixe toutes les autres règles de fonctionnement qui ne sont pas prévues par les présentes dispositions.

21 décembre 2012

deelnemen, verboden de informatie te verspreiden die in de commissievergaderingen met gesloten deuren wordt meegedeeld.

Art. 6

De commissie brengt verslag uit aan de Kamer van volksvertegenwoordigers binnen drie maanden na de installatie van de commissie, tenzij de Kamer een verlenging toestaat van de commissiewerkzaamheden.

Art. 7

De commissie bepaalt alle andere werkingsregels die niet zijn geregeld door deze bepalingen.

21 december 2012

Koenraad DEGROOTE (N-VA)
Siegfried BRACKE (N-VA)
Ben WEYTS (N-VA)

Imprimerie centrale – Cette publication est imprimée exclusivement sur du papier certifié FSC
Centrale drukkerij – Deze publicatie wordt uitsluitend gedrukt op FSC gecertificeerd papier